

Domaine : Droit-Economie-Gestion Mention : Droit Social

RNCP29919 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	315, 128g, 120
Code(s) ROME	K1903, M1503, M1502, M1402
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit

Certificateur(s)

Université de Nantes

<http://www.univ-nantes.fr>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

Le titulaire du diplôme est en mesure, selon la structure et le secteur d'activité, de mener les activités suivantes :

- Analyser une situation juridique
- Rédiger une consultation, des actes juridiques
- Conseiller des clients, des dirigeants d'entreprise, des salariés, des institutions publiques ou privées
- Appliquer et faire appliquer le droit
- Rédiger des actes juridiques
- Participer à la stratégie générale de l'entreprise

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Évaluer les incidences sociales et fiscales d'une décision juridique (cotisations sociales notamment)

Analyser sous l'angle de l'ensemble des branches du droit les aspects juridiques d'une question

Analyser et commenter un texte normatif (Loi, Règlement, Directive, sources internationales)

Évaluer les risques juridiques d'une situation donnée

Hiérarchiser et articuler entre elles les normes internationales et nationales, les sources conventionnelles et contractuelles d'obligations ainsi que les autres sources professionnelles

Analyser et commenter une décision de justice (Cour de cassation, Conseil d'État, CJUE)

Rédiger un mémoire de recherche et d'analyse juridique

Rédiger un contrat, convention ou accord collectif de travail

Rechercher, collecter des informations en utilisant l'informatique juridique (base de données notamment)

Contextualiser une réforme législative dans son cadre historique (cadre historique du droit du travail et de la protection sociale)

Collecter l'information juridique (toutes sources du droit)

Conduire une analyse réflexive et distanciée prenant en compte les enjeux, les problématiques et la complexité d'une demande ou d'une situation afin de proposer des solutions adaptées et/ou innovantes

Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif

Identifier, sélectionner et analyser avec esprit critique diverses ressources spécialisées pour documenter un sujet et synthétiser ces données en vue de leur exploitation

Actualiser ses connaissances par une veille dans son domaine, en relation avec l'état de la recherche et l'évolution de la réglementation

Evaluer et s'autoévaluer dans une démarche qualité
S'adapter à différents contextes socio-professionnels et interculturels, nationaux et internationaux
Rédiger des cahiers des charges, des rapports, des synthèses et des bilans,
Communiquer par oral et par écrit, de façon claire et non-ambiguë, en français et dans au moins une langue étrangère, et dans un registre adapté à un public de spécialistes ou de non-spécialistes
Utiliser les outils numériques de référence et les règles de sécurité informatique pour acquérir, traiter, produire et diffuser de l'information de manière adaptée ainsi que pour collaborer en interne et en externe

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

- 70 - Activités des sièges sociaux ; conseil de gestion
- 78 - Activités liées à l'emploi
- 94 - Activités des organisations associatives

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

- Types d'emplois :
- juriste en droit social et/ou en droit de la protection sociale
 - avocat en droit social (sous réserve d'obtention du CAPA) ou conseil en droit social
 - consultant en droit social et ressources humaines
 - juriste au sein d'un service « Ressources humaines »
 - métiers juridiques de la banque et des assurances (ex : juriste « Épargne salariale–OPCVM », juriste en assurances de personnes)
 - cadre dans un organisme de protection sociale
 - responsable du service contentieux d'un organisme de protection sociale
 - responsable du service « social » dans un cabinet d'expertise comptable
 - juriste au sein d'organisations professionnelles syndicales et patronales
 - Juriste chargé de relations sociales
 - juriste hygiène et sécurité
 - consultant spécialisé en audit de charges sociales
 - responsable de la veille sociale (actualisation et création de supports)

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

A compléter (Reprise)

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 1 à 4 sur 5.
Facteurs principaux	Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 623 €
Familles professionnelles (FAP)	L2X61 — Agents administratifs · tension 1/5 (Très faible) L4X80 — Techniciens des services administratifs · tension 4/5 (Élevée) L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes) · tension 3/5 (Modérée) L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée) L5X92 — Cadres des ressources humaines et du recrutement · tension 2/5 (Faible)
Projets de recrutement (BMO 2026)	42 925
Jugés difficiles à recruter	27 %

Emplois saisonniers

9 %

Familles professionnelles (FAP)

L2X61 — Agents administratifs
L4X80 — Techniciens des services administratifs
L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes)
L5X91 — Juristes et avocats
L5X92 — Cadres des ressources humaines et du recrutement

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Apprentissage, Contrat de professionnalisation, Candidature individuelle, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, APPRENTISSAGE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION

Leur composition comprend :

- une moitié d'enseignants-chercheurs, d'enseignants ou de chercheurs participant à la formation
- des professionnels qualifiés ayant contribué aux enseignements.
- des professionnels qualifiés n'ayant pas contribué aux enseignements

COMPOSITION DU JURY — CANDIDATURE INDIVIDUELLE

non

COMPOSITION DU JURY — VAE

Article R335-8 modifié par décret n° 2017-1135 du 4 juillet 2017- art.3

Ce jury est composé à raison d'au moins un quart de représentants qualifiés des professions, pour moitié employeurs, pour moitié salariés, et de façon à concourir à une représentation équilibrée des hommes et des femmes.

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

<http://www.univ-nantes.fr/formation>

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/29919/>